



FCM

Programme de la Fédération canadienne des municipalités
pour les élections fédérales de 2015

Miser sur les municipalités

Feuille de route pour des villes et des collectivités fortes

Table des matières

Introduction

3 Les solutions gagnantes

Solutions municipales

4 Création d'emplois et croissance à l'échelle locale

6 Des collectivités où il fait bon vivre

9 Des villes et des collectivités sûres

12 Des villes et des collectivités durables

15 Des municipalités branchées sur le monde

Conclusion

17 Des collectivités fortes, bâties en partenariat

Les solutions gagnantes

Les maires et les leaders du secteur municipal ont conçu, en collaboration avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM), une vision ambitieuse pour assurer la progression de notre pays. Nous demandons à tous les partis fédéraux qui s'affronteront sous peu aux prochaines élections de travailler avec nous à la concrétisation de cette vision en renforçant nos municipalités. Des solutions novatrices à nos enjeux nationaux sont à portée de main, dans nos villes et nos collectivités.

L'automne dernier, nous avons invité les Canadiens à partager avec nous leur fierté à l'égard de leurs villes respectives et leurs idées pour les rendre meilleures. Des gens de toutes les régions, de tous âges et de tous horizons ont répondu à notre invitation avec enthousiasme. Le Canada est un beau pays, un pays fier, un pays complexe et d'une grande diversité. Par contre, nous les Canadiens avons des aspirations simples : nous voulons vivre et élever nos enfants dans des municipalités saines et dynamiques.

Nous savons qu'il faut pour cela une économie prospère et créatrice d'emplois. Nous voulons gaspiller moins de temps en déplacements

pour en consacrer davantage à nos familles. Nous croyons que chacun mérite d'avoir un chez-soi. Nous voulons prendre les moyens pour protéger notre environnement et, par le fait même, protéger notre eau, car nous croyons que personne ne doit être privé d'eau propre dans un pays comme le nôtre. Nous voulons des collectivités sûres. Et nous savons que notre pays a la capacité d'être un chef de file sur la scène internationale et que nous y gagnerons tous si nous demeurons branchés sur le monde. Ces aspirations transcendent les compétences et les partis, car elles touchent au cœur même des valeurs canadiennes.

La FCM a été inspirée par ce qu'elle a appris des Canadiens et a conçu un plan qui reflète leur vision. Notre *Feuille de route pour des villes et des collectivités fortes* propose un plan pour assurer la création d'emplois et la croissance à l'échelle locale; bâtir des villes et des collectivités agréables, sûres et durables; et tirer parti des liens que nous avons développés dans le monde.

La FCM espère que les partis fédéraux y puiseront afin d'assembler les solutions gagnantes qu'ils recherchent

pour résoudre les enjeux nationaux. La FCM y voit aussi un outil dont les Canadiens pourront se servir afin de comparer les engagements électoraux des partis fédéraux à leurs priorités. Nous invitons donc tous les Canadiens à se poser les questions importantes suivantes en se référant à la Feuille de route lorsqu'ils s'apprêteront à faire leur choix aux prochaines élections fédérales. Quel parti a élaboré un plan afin de créer de l'emploi localement, en investissant dans ma municipalité? Quel parti s'emploie à résoudre la crise du logement? Lequel a décidé d'investir les montants nécessaires pour vraiment réduire mon temps de déplacement? Lequel offre le meilleur plan pour améliorer la vie dans ma municipalité?

D'ici au jour des élections, les élus municipaux ne ménageront aucun effort afin d'imposer les enjeux et les solutions décrits dans la Feuille de route sur toutes les tribunes de la campagne électorale fédérale. Bâtir nos collectivités revient à bâtir notre pays. C'est ici même, dans nos municipalités, que doit être lancé ce débat.

Solutions municipales pour la création d'emplois et la croissance à l'échelle locale



Les villes et les collectivités canadiennes sont des moteurs d'innovation et de croissance

Le Canada a besoin d'une saine croissance des emplois et d'un développement économique durable s'il veut aspirer à un avenir florissant. Un tel avenir passe d'abord par le renforcement des municipalités canadiennes.

Il est indéniable que les investissements dans les infrastructures locales procurent un rendement clair et mesurable et redressent les failles qui minent notre compétitivité économique.

L'amélioration de nos routes, de nos ponts et de nos systèmes d'assainissement de l'eau est l'un des meilleurs moyens de créer des emplois à l'échelle locale; chaque dollar investi à ce chapitre dans une année assure une croissance

« Les infrastructures modernes et efficaces font partie des éléments essentiels d'une économie concurrentielle. Les infrastructures publiques comme les routes, les ponts, les autoroutes, les infrastructures d'eau et les réseaux électriques constituent des services indispensables pour la compétitivité économique, le développement durable et la qualité de vie. Les pays qui n'investissent pas suffisamment dans leur parc d'infrastructures publiques et en négligent l'entretien perdent rapidement du terrain. »

📍 **Chambre de Commerce du Canada, 2013**

de 1,20 \$ du PIB. De plus, des investissements prévisibles dans les infrastructures municipales essentielles sont cruciaux pour le transport efficace des marchandises, la bonne marche des entreprises et le maintien de la qualité de vie des Canadiens.

Diminuer les embouteillages par l'amélioration du transport collectif permettra de retrouver des dizaines de milliards de dollars en productivité perdue pour notre économie nationale tout en améliorant notre environnement. Construire et maintenir en bon état des infrastructures résistantes à des conditions climatiques extrêmes nous aidera à relever les défis environnementaux et sociaux de l'avenir, tout en

assurant des économies à long terme pour les contribuables et les entreprises locales. Mettre à niveau d'importantes infrastructures d'assainissement des eaux garantira la propreté de l'eau dans les collectivités sans devoir remettre à plus tard d'autres besoins pressants d'infrastructures.

Les municipalités du Canada ont prouvé à maintes reprises qu'elles sont toujours prêtes à entreprendre de grands travaux d'infrastructures dès qu'elles en ont la possibilité. À l'approche des élections fédérales, il nous faut de nouveaux engagements d'investissements prévisibles, suffisants et de longue durée dans les infrastructures locales pour bâtir une économie plus solide pour tous les Canadiens.

Solutions municipales pour la création d'emplois et la croissance à l'échelle locale



Plan d'action fédéral pour stimuler la croissance et les emplois locaux

- Augmenter de 1,5 milliard de dollars par année les fonds fédéraux consacrés aux **infrastructures municipales essentielles** (routes, ponts, transports collectifs, autres infrastructures de transport municipal, infrastructures d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales) au moyen d'un mécanisme prévisible comme le Fonds de la taxe sur l'essence.
- Établir des fonds spécifiques permanents de 1 milliard de dollars par année pour les **projets municipaux de transport collectif** conçus expressément pour réduire la congestion, améliorer la mobilité locale et soutenir la croissance durable.
- S'attaquer à la plus grande source de pollution des eaux et amortir le coût rattaché au nouveau règlement fédéral sur les eaux usées par un financement fédéral de contrepartie de 300 millions de dollars par année pendant 20 ans pour des **projets d'eau propre**.
- S'assurer que tous les investissements fédéraux dans les infrastructures municipales sont **prévisibles et de longue durée**, et qu'ils sont suffisamment **souples** pour tenir compte des besoins et circonstances particuliers de chaque municipalité, surtout ceux des collectivités du Nord.
- Veiller à ce que **les projets de nature locale soient favorisés** dans le Nouveau Fonds Chantiers Canada de manière à tenir compte de la part des infrastructures publiques du Canada que possèdent les municipalités, à ce que les critères d'admissibilité restrictifs du Fonds soient éliminés et à ce que les autorités locales aient la latitude de décider si ces projets doivent être réalisés en PPP.
- **Aider à accroître la capacité des gouvernements locaux** en leur assurant un soutien à **la planification de la gestion des actifs**. Ils seront ainsi mieux outillés pour planifier, construire et assurer l'entretien à long terme des infrastructures, et tous, peu importe leur taille, pourront profiter de pratiques efficaces de gestion des actifs.

Réussites municipales

Edmonton, (Alb.) a collaboré avec des partenaires provinciaux et territoriaux par l'entremise du Nouveau Fonds Chantiers Canada et du Fonds PPP Canada afin de construire une ligne de trains légers de 13 km qui réduira la congestion et améliorera la mobilité locale. Selon les prévisions, durant une période d'exploitation de 30 ans, la Valley Line entraînera la création de 12 000 emplois directs, indirects et induits et des revenus fiscaux de 778 millions de dollars pour le gouvernement fédéral.

Winkler, (Man.) s'est associée au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral afin de construire une usine d'épuration de l'eau par osmose inverse de calibre mondial. Construite à l'aide d'un financement du Fonds de la taxe sur l'essence et du Nouveau Fonds Chantiers Canada, la nouvelle usine fournira 2 650 000 litres d'eau potable par jour à 3 200 ménages et à 287 entreprises et usines de fabrication locales.

« En réduisant le nombre de sans-abri ainsi que le coût excessif du logement pour le plus bas quintile des locataires, le Canada peut faire de réels progrès dans l'incitation à la transition et la réduction de la pauvreté. »

FCM

Le Conference Board du Canada

Solutions municipales pour des collectivités où il fait bon vivre



Le Canada, faisons-en un endroit accueillant et abordable où les gens ont envie de vivre et de bâtir leur avenir

Ensemble, nous pouvons nous assurer que nos collectivités sont dynamiques et accueillantes pour tous. Qu'elles cultivent un environnement où les gens souhaitent vivre et travailler, se lancer en affaires, entretenir des relations et contribuer à une vie collective dynamique et inclusive.

Les municipalités font de leur mieux pour offrir un milieu agréable à tous en assurant l'accès au logement, en stimulant les débouchés pour les nouveaux arrivants, en visant l'égalité entre les hommes et les femmes dans la gouvernance municipale et en créant des partenariats avec les collectivités autochtones urbaines.

Des logements abordables pour les nouveaux arrivants, les jeunes gens, la classe moyenne et les aînés sont indispensables pour assurer un avenir prometteur aux citoyens et aux collectivités.

Malheureusement, pour de trop nombreux Canadiens, l'accession à la propriété est devenue hors de portée. Le prix des maisons a plus que doublé depuis 2000. Plus de 42 % des jeunes Canadiens vivent avec leurs parents, alors qu'ils étaient 26 % en 1980. Les prêts hypothécaires des ménages représentent 68 % de la dette record des ménages, ce qui constitue l'une des plus graves menaces à notre économie, selon la Banque du Canada.

Pourtant, investir dans le logement est très avantageux. En englobant le secteur locatif et le secteur de la construction, l'habitation représente 20 % du PIB du Canada. De plus, un parc convenable de logements abordables est garant d'une bonne qualité de vie et de collectivités vigoureuses.

Les municipalités canadiennes ne suffisent pas à la demande de logements abordables de différents types. En Saskatchewan, par exemple,

il faudrait 6 500 nouvelles mises en chantier par année pour répondre à la demande et attirer les travailleurs dont cette province a besoin. À Vancouver, 1 000 nouveaux logements seraient nécessaires pour suivre la cadence de la demande. Et dans le Nord du Canada où les problèmes de logement sont particuliers, il y est tout aussi difficile de loger tous les travailleurs, les familles et la population croissante.

Des mesures s'imposent pour protéger les sommes déjà investies par le gouvernement fédéral dans les logements sociaux et pour accroître le parc locatif. C'est important pour aider les aînés vulnérables à conserver leur logement, plutôt que de se retrouver dans le giron du système de santé, et pour assurer des logements plus abordables au tiers de Canadiens locataires. De tels incitatifs sont aussi nécessaires pour réduire la pression sur le marché de l'habitation et sur la dette des ménages.

Des efforts doivent aussi être consacrés à l'amélioration du sort des autochtones urbains du Canada, souvent surreprésentés parmi les sans-abri ou en situation précaire au chapitre du logement. Il est crucial de

Solutions municipales pour des collectivités où il fait bon vivre



préservé et d'accroître le choix de logements abordables pour soutenir les aspirations de la population autochtone urbaine croissante et l'apport de cette population au dynamisme de nos villes. Déjà, deux programmes de la FCM, l'Initiative de développement économique communautaire et le Programme de partenariats en infrastructures communautaires, un programme primé, ont commencé à abattre les barrières et à rapprocher des Premières Nations et des gouvernements municipaux voisins pour leur permettre de partager des possibilités économiques.

Créer des villes et des collectivités agréables passe aussi par une présence accrue des femmes en gouvernance municipale. Sur ce plan, la FCM a mis sur pied des programmes fructueux comme Bon Départ pour les jeunes femmes et Championnes régionales. Notre cible est d'atteindre 30 % d'élués dans les gouvernements municipaux, en tant que tremplin vers une représentation égale. Dès lors que l'égalité sera atteinte, il deviendra possible de combler le fossé entre les genres et de s'assurer que les politiques publiques reflètent les points de vue des femmes.

Les municipalités canadiennes sont prêtes à unir leurs efforts pour que nos collectivités deviennent plus saines, plus agréables à vivre.

Plan d'action fédéral pour favoriser des collectivités agréables

- Préserver les programmes et les ententes de longue durée pour le **logement abordable que soutient le gouvernement fédéral à hauteur de 2,12 milliards** de dollars par année actuellement, de même que ceux pour le logement social qu'il soutient dans le Nord.
- Préserver les subventions au loyer et à l'exploitation pour les logements sociaux pour lesquels elles sont encore nécessaires et se servir des fonds qui ne sont plus nécessaires pour établir un **nouveau programme de réparation et de mise à niveau**.
- Préserver et augmenter le parc de logements locatifs abordables à l'aide de mesures fiscales novatrices, comme un **crédit d'impôt pour la protection des logements locatifs** pour juguler l'érosion de ces logements, de même qu'un **crédit d'impôt pour l'amélioration écoénergétique** afin d'inciter les propriétaires de petits immeubles à logements à investir dans des améliorations écoénergétiques; ces mesures représenteraient des réductions de revenus fédéraux de 400 millions de dollars.
- Mettre sur pied des **programmes de métiers et d'apprentis** afin d'accroître les compétences dans les métiers de la construction, de même que la capacité de construction et d'amélioration dans le secteur de l'habitation.
- Tirer parti de pratiques qui ont prouvé leur efficacité comme **Logement d'abord** et d'autres programmes conçus pour offrir un soutien au logement et réduire l'itinérance.
- Tenir compte des enjeux et des occasions propres au Nord en établissant un programme pour **le logement abordable dans le Nord supplémentaire**, à long terme et axé sur les collectivités touchées par la mise en valeur des ressources naturelles.
- Collaborer avec les gouvernements municipaux et les organismes d'établissement locaux afin **d'assurer des services aux nouveaux arrivants dans les régions urbaines et rurales de tout le Canada**, en veillant notamment à assortir les compétences et la

Solutions municipales pour des collectivités où il fait bon vivre



formation aux possibilités d'emploi existantes.

- Consacrer **une plus grande attention et un plus grand soutien** à l'échelle nationale aux besoins économiques et sociaux des **Autochtones vivant en milieu urbain**.
- Renforcer le leadership représentatif dans l'ensemble du Canada au moyen de programmes efficaces **d'accroissement de la participation des femmes en politique**.
- S'attaquer aux problèmes de sécurité alimentaire et au coût élevé de la vie dans le Nord en commençant par **augmenter la Déduction d'impôt pour les résidents du Nord** afin de compenser sa perte de valeur à cause de l'inflation; une hausse de 50 % entraînerait des coûts de 60 millions de dollars pour le gouvernement fédéral.

Réussites municipales

Saskatoon, (Sask.) a établi une subvention incitative et un rabais d'impôt supplémentaire de cinq ans pour la construction de logements à vocation locative et a ainsi réussi à hausser les mises en chantier dans ce secteur de 12,2 %. Pour avoir droit à ces avantages, les nouveaux logements doivent conserver leur vocation locative pendant 15 ans et ne pas être convertis.

Medicine Hat, (Alb.) a aidé 765 sans-abri dans leur transition vers un logement convenable, et est en voie d'atteindre son objectif de mettre fin à l'itinérance en 2015. La Ville a aussi mis en œuvre une autre initiative d'aide au logement locatif qui a permis à 74 participants de recevoir une aide financière continue afin de maintenir leur logement après avoir terminé avec succès d'autres programmes axés sur le Logement d'abord.

Vancouver, (C.-B.) a annoncé récemment ce qu'elle a décrit comme une initiative pour « changer les règles ». Elle a créé un partenariat avec des fournisseurs de logements sans but lucratif qui ont fait des investissements privés de 76 millions de dollars et à qui elle a accordé des subventions de 22 millions de dollars en terrains municipaux. Ces fournisseurs de logements pourront ainsi offrir 350 logements sociaux – la plupart, à des loyers bien inférieurs au marché – à l'aide d'une stratégie relative aux revenus.

Solutions municipales pour des villes et des collectivités sûres



Les Canadiens doivent se sentir en sécurité dans leur municipalité

« Plutôt que de toujours peaufiner les mêmes stratégies, il faudrait redéfinir complètement les façons de faire. Les services policiers doivent adopter des structures et des systèmes qui favorisent l'innovation. »

Commissaire Bob Paulson de la GRC, Sommet sur les paramètres économiques des services de police, Ottawa, janvier 2013

Les policiers et les intervenants d'urgence sont en première ligne pour assurer la sécurité des Canadiens. Ces services essentiels doivent constamment s'adapter à de nouveaux crimes et à de nouvelles technologies plus complexes, aux nouvelles lois en matière de criminalité et aux priorités fédérales changeantes en matière de services policiers. Les services de police locaux doivent de plus en plus souvent mener des opérations de contre-terrorisme, de sécurité des frontières, de cybercriminalité, intervenir dans des cas liés à la crise de santé mentale qui sévit dans nos collectivités - et tout cela, sans fonds supplémentaires.

Ces interventions pèsent énormément sur les ressources locales et diminuent les fonds disponibles pour les programmes d'intervention précoce et de prévention de la criminalité qui ont donné de très bons résultats.

Diverses catastrophes – la tragédie de Lac-Mégantic, les inondations de 2014 à Calgary, le déversement de pétrole dans la baie English de Vancouver et la destruction provoquée par des conditions climatiques extrêmes un peu partout au pays – ont mis en lumière l'une des responsabilités les plus fondamentales de tous les ordres de gouvernement : celle d'assurer la sécurité des Canadiens dans les catastrophes. Par ailleurs, les tendances climatiques émergentes nous font réaliser que les inondations, les incendies de forêt, les sécheresses et les tempêtes se multiplieront et qu'il faut s'y préparer.

Il faut donc, dès maintenant, investir dans des mesures d'atténuation des catastrophes et d'intervention d'urgence, des modèles de prévention de la criminalité qui ont prouvé leur efficacité, des pratiques policières novatrices et des stratégies fondées sur des faits probants.

La protection civile est d'importance capitale, et c'est à l'échelle locale que commence la tâche.

Pendant la prochaine campagne électorale, tous les partis devront proposer des solutions au large éventail d'enjeux de sécurité publique, de sécurité du réseau ferroviaire et du transport des marchandises dangereuses, et à ceux liés aux conditions météorologiques de plus en plus extrêmes.

Pour nous attaquer à ces défis, nous aurons besoin d'une nouvelle approche de financement des services policiers au Canada, de nouveaux investissements pour l'atténuation des catastrophes et de nouvelles politiques basés sur des éléments concrets. Le pays ne peut pas continuer de s'en remettre aux contribuables qui paient des impôts fonciers pour répondre aux besoins de sécurité des Canadiens.

Solutions municipales pour des villes et des collectivités sûres



Plan d'action fédéral pour assurer des villes et des collectivités sûres

- **Investir dans les services de police locaux** en tenant compte de l'évolution et de la nature de plus en plus complexe de la criminalité au Canada. Ces investissements doivent aussi tenir compte du fardeau de plus en plus lourd imposé aux municipalités par la lutte contre le terrorisme, les enquêtes relatives aux crimes liés aux drogues et aux organisations criminelles, le maintien de la sécurité des frontières, la surveillance de la cybercriminalité et les interventions nécessitées par les menaces internationales graves.
- Resserrer la coopération et la collaboration entre tous les ordres de gouvernement afin de mettre en œuvre des **modèles de prévention de la criminalité et d'intervention précoce par les services policiers**, comme le carrefour de Prince Albert qui mobilise les ressources de différents secteurs afin d'intervenir auprès de personnes à risque.
- Consulter les municipalités dans l'élaboration de **nouvelles lois fédérales en matière de criminalité**.
- Accroître la **collaboration du gouvernement fédéral dans le domaine des services de santé mentale**, dont dans la mise en œuvre de démarches probantes comme Logement d'abord et les logements pour les populations vulnérables.
- Élargir le **Programme national d'atténuation des catastrophes** afin d'inclure toutes les catastrophes naturelles et d'acheminer l'aide directement aux municipalités touchées. De cette façon, un plus grand nombre de municipalités pourront construire le genre d'infrastructures et de systèmes d'urgence nécessaires pour soutenir la pression des changements climatiques et de l'évolution démographique.
- Éviter le transfert des **coûts de secours en cas de catastrophes** découlant des récentes modifications au Programme fédéral d'aide financière en cas de catastrophes.
- Veiller à ce que les petites municipalités aient accès aux outils, aux banques de données et aux pratiques exemplaires du Canada en matière de **recherches climatiques et d'évaluation des risques**. (Consultez la section suivante *Solutions municipales pour des villes et des collectivités durables* présentant d'autres solutions d'adaptation et d'adaptation relatives aux changements climatiques.)

Solutions municipales pour des villes et des collectivités sûres



- Réinvestir dans les équipes de **recherche et sauvetage en milieu urbain de niveau opérationnel lourd** et rétablir le Programme conjoint de protection civile, comme l'a recommandé la Commission d'enquête sur Elliott Lake, afin que les municipalités puissent avoir accès à des intervenants d'urgence bien formés et équipés.
- Consulter les municipalités relativement à la gouvernance, à la conception et au protocole du nouveau **réseau à large bande pour la sécurité publique** afin de s'assurer que les points de vue et besoins des municipalités - tant urbaines que rurales - de toutes les régions sont pris en compte.
- Collaborer avec les municipalités pour la mise en œuvre d'autres mesures d'amélioration de la sécurité ferroviaire et du transport des marchandises dangereuses, notamment l'augmentation des fonds pour les **améliorations aux passages à niveau** exigées par le nouveau règlement fédéral.

Réussites municipales

Prince Albert, (Sask.) a mis de l'avant un nouveau modèle de « carrefour » d'intervention précoce et de prévention de la criminalité. En mobilisant les ressources de plusieurs secteurs municipaux, la Ville a réussi à venir en aide à des personnes à risque et à abaisser globalement les taux de criminalité. Ce modèle a été reproduit dans des municipalités de toute la Saskatchewan et commence à l'être dans des collectivités de tout le Canada.

Solutions municipales pour des villes et des collectivités durables



L'évolution des tendances climatiques mondiales représente un risque réel pour les Canadiens

Nous avons tous en tête de récents exemples qui témoignent de la hausse spectaculaire de catastrophes climatiques qui nécessitent des interventions d'urgence un peu partout au Canada, dont l'inondation de la rivière Bow, la tempête de verglas dans la région de Toronto, les incendies de forêt et d'innombrables catastrophes qui ont forcé le déplacement de personnes, endommagé des propriétés et perturbé les économies locales.

Alors qu'auparavant les municipalités élaboraient des plans pour des conditions météorologiques ne survenant « qu'une fois par siècle », elles doivent maintenant faire face à des urgences météo de grande ampleur de plus en plus régulièrement. Les intervenants d'urgence, policiers et pompiers locaux sont souvent les premiers arrivés sur les lieux, mais il leur faut de l'aide pour venir à bout de ces situations.

En 2013, les propriétaires touchés par les inondations de Calgary et de

« Les gouvernements municipaux et infranationaux jouent un rôle important non seulement dans la mise en œuvre des initiatives nationales, mais contrôlent également des leviers politiques et exercent une influence qui n'est pas autant à la portée des gouvernements nationaux, et sont de ce fait des acteurs clés dans les mesures d'atténuation. »

📍 **Low Emissions Development Strategies Global Partnership**

Toronto ont soumis des réclamations d'assurance de l'ordre de 3,2 milliards de dollars. Au Canada, les municipalités de petite taille, municipalités rurales et collectivités nordiques confrontées à ce genre de catastrophes font face à des contraintes géographiques et de capacité encore plus fortes.

Le Groupe Banque TD estime qu'à elles seules, les conditions météorologiques extrêmes coûteront une moyenne de 5 milliards de dollars par année aux Canadiens d'ici 2020, et que la facture grimpera à au moins 43 milliards par année d'ici 2050.

Des solutions locales existent, et il suffirait d'un financement suffisant pour les appliquer. Certaines sont très simples et peuvent éviter des coûts de 10 à 100 fois supérieurs au capital requis. Par exemple, un montant de 100 000 \$ investi stratégiquement dans une structure de gestion des eaux pluviales peut prévenir entre 1 million et 10 millions de dollars en dommages d'inondation.

Les municipalités rurales, en particulier, ont besoin de renforcer leur capacité de tirer parti de technologies fiables d'évaluation des risques pour redresser les aspects les plus vulnérables de leurs infrastructures et protéger leur population.

Les normes sur les infrastructures doivent être mises à jour en tenant compte des futurs changements climatiques, puisque le passé a cessé d'être un indicateur fiable. Pour assurer notre résilience à long terme face aux événements météorologiques extrêmes et aux grandes catastrophes, il faut une action prioritaire et concertée à l'échelle nationale.

À moins que nous unissions nos efforts pour nous attaquer de front aux défis des changements climatiques, les mesures d'atténuation et d'adaptation nous coûteront de plus en plus cher et seront de plus en plus difficiles à mettre en œuvre.



Solutions municipales pour des villes et des collectivités durables



Le Canada est bien placé pour s'imposer parmi les chefs de file en technologies propres

Les investissements dans les transports collectifs municipaux permettent de réduire les temps de déplacement ainsi que les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la pollution atmosphérique.

Les villes et les collectivités peuvent réduire collectivement de 20 à 55 mégatonnes d'émissions de GES.

D'importantes occasions de réduction d'émissions municipales peuvent être saisies dès maintenant en appliquant des technologies qui ont fait leurs preuves, et rapprocher ainsi le Canada de ses objectifs nationaux.

Par l'entremise du Fonds municipal vert (FMV) de la FCM, les municipalités ont construit des installations écoénergétiques et résilientes, valorisé des matières résiduelles qui auraient été enfouies autrement, construit des actifs de transport plus efficaces, remis des terrains auparavant inutilisables dans un état prêt au réaménagement et traité des eaux usées selon les normes les plus rigoureuses. En plus de produire ces avantages environnementaux directs, ce genre d'initiatives entraîne

souvent des avantages économiques communautaires qui peuvent valoir le double des investissements consentis.

Nos municipalités ont la possibilité de devenir des catalyseurs du secteur naissant des technologies propres et des innovateurs en énergie renouvelable locale. Elles sont à l'avant-plan avec leurs réseaux de transport collectif efficaces, leurs bâtiments à faibles émissions, leurs mesures de gestion des matières résiduelles de pointe et leurs systèmes de traitement de l'eau potable et des eaux usées de grande qualité.

Solutions municipales pour des villes et des collectivités durables



Plan d'action fédéral pour faciliter des collectivités durables

- Mettre en œuvre **des mesures incitatives accrues pour la production d'énergie renouvelable** afin de faire en sorte que les services municipaux soient assurés à l'aide d'une énergie sûre, fiable et propre.
- Établir un financement permanent spécifique de 1 milliard de dollars par année pour **l'expansion des transports collectifs**, de même que pour la réduction de la congestion routière, des temps de déplacement, de la consommation d'énergie et des émissions.
- Investir dans un **programme de formation en compétences vertes** afin de se préparer à affronter une économie concurrentielle dans un contexte de contrôle d'émissions de carbone.
- Soutenir les améliorations écoénergétiques pour les bâtiments municipaux et les petits immeubles à logements et aider à **diffuser les mesures municipales de réduction des GES qui ont prouvé leur efficacité**.
- Aider les gouvernements locaux à **construire des infrastructures résilientes et à adapter leurs infrastructures existantes**, et mettre à jour les normes techniques nationales en tenant compte des futures conditions climatiques et météorologiques.
- **Renforcer les capacités locales** d'intervention et d'adaptation aux changements climatiques en améliorant les compétences de gestion des actifs à l'échelle locale, et en soutenant les recherches et l'innovation en matière de prévisions climatiques locales, d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation des catastrophes. Mobiliser des outils normalisés d'évaluation des risques, de planification et de prise de décisions.
- S'associer avec les municipalités afin de **mettre à jour les cartes des zones inondables du Canada** et ainsi de mieux comprendre et réduire les risques.
- **Habiliter les dirigeants municipaux**, par le biais de programmes **comme le Fonds municipal vert de la FCM**, à bâtir des collectivités plus durables, plus résilientes et plus agréables où les Canadiens peuvent vivre, créer et prospérer.

Réussites municipales

Mississauga, (Ont.) a créé un partenariat avec la Credit Valley Conservation Authority afin d'établir des infrastructures vertes comme des surfaces perméables et de la végétation qui retient et traite les eaux de ruissellement. Grâce à une nouvelle approche, les infrastructures existantes assurent une meilleure gestion des événements de pluie abondante, ce qui permet de réduire les coûts pour la municipalité, d'améliorer l'environnement et de mieux protéger les propriétés en cas de conditions météorologiques extrêmes. Ce partenariat a entraîné le traitement de 82 000 m³ d'eaux de ruissellement par année et des économies de 1,6 million de dollars pour la municipalité.

Nelson, (C.-B.) a adopté un plan de réduction des émissions de GES municipales en 2010, et procédé à des améliorations écoénergétiques dans ses bâtiments et à l'écologisation de son parc de véhicules. Elle a également récupéré le méthane produit à l'usine municipale de traitement des eaux usées pour le chauffage de ses bâtiments. En 2013, Nelson avait déjà réduit ses émissions de 20 %. À eux seuls, trois des projets écoénergétiques de la Ville ont engendré des économies de 100 000 \$ par année et évité la production de 244 tonnes d'émissions de GES.

Solutions municipales pour se brancher sur le monde



Les municipalités canadiennes doivent être des pôles d'excellence pour le monde

« Partout au monde, des villes et des collectivités sont à la fine pointe des solutions durables pour les transports, le logement, les emplois, l'eau et bien davantage »

Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, Journée du leadership des villes, 21 juin 2012

Les villes et les municipalités canadiennes sont branchées sur le reste du monde. Elles sont membres d'alliances stratégiques avec des milliers de collectivités de toutes les régions du monde. Elles entretiennent des liens commerciaux qui renforcent la compétitivité du Canada dans l'économie mondiale et possèdent une expertise et des connaissances en atténuation des catastrophes et en gouvernance fortement recherchées sur tous les continents.

Des villes et des collectivités de partout au Canada se sont associées au gouvernement fédéral afin de jouer un rôle d'avant-plan sur la scène internationale, apportant ainsi leur aide pour résoudre les problèmes pratiques auxquels se heurtent les collectivités des économies émergentes et des pays en développement.

Au fil de leur collaboration avec des pays comme l'Ukraine, la Colombie, le Brésil, le Vietnam, la Chine et bien d'autres, les municipalités canadiennes ont organisé des missions commerciales ou établi des relations économiques qui ont profité directement à la croissance d'entreprises canadiennes sur des marchés étrangers stratégiques.

Les gouvernements locaux sont des chefs de file en gouvernance démocratique, en développement durable et en services à la collectivité. Mobilisés dans le mouvement municipal international, ils s'emploient à promouvoir l'innovation et à faciliter le renforcement des capacités dans le but de bâtir des municipalités fortes, inclusives et responsables. Ces initiatives ont mis en relief le rôle joué par les autorités locales dans la réduction de la pauvreté, la promotion d'une croissance inclusive et l'avancement du développement durable.

Partout dans le monde, il est de plus en plus reconnu que les gouvernements locaux font partie de la solution pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Les municipalités sont des figures de proue dans la résolution des enjeux environnementaux qui touchent les citoyens de toutes les parties du globe. Au Canada, le programme des Partenaires dans la protection du climat de la FCM regroupe plus de 270 gouvernements locaux qui ont pris des engagements concrets pour réduire les émissions de GES.

Nos villes et nos collectivités canadiennes sont prêtes à assumer un rôle accru dans la promotion du commerce et des investissements bilatéraux afin de préserver leur compétitivité, de propulser l'économie canadienne et d'être des pôles d'innovation en environnement et en progrès social.

Solutions municipales pour se brancher sur le monde



Plan d'action fédéral pour soutenir des municipalités branchées sur le monde

- Resserrer la **collaboration entre les municipalités et le gouvernement fédéral** afin d'accroître l'efficacité et l'efficience de la participation des municipalités canadiennes de toutes tailles aux objectifs de la politique étrangère du Canada. Dans ce but, mettre en œuvre **un partenariat stratégique officiel entre la FCM et le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.**
- Renforcer l'économie et la compétitivité du Canada en **travaillant directement avec les**

municipalités afin de stimuler le commerce et les investissements.

- Promouvoir et diffuser **les pratiques locales exemplaires** conçues et mises en œuvre par des milliers de municipalités pour **réduire les GES.**
- Élargir les programmes de développement international fructueux et établis de la FCM et en tirer tous les avantages afin **d'aider un plus grand nombre de gouvernements locaux des pays en développement.** Dans ces initiatives, mettre l'accent sur la gouvernance démocratique, la prospérité économique, la mobilisation du secteur privé, la préparation aux catastrophes et l'intervention en cas de catastrophes ainsi que sur le développement durable.
- Mettre sur pied **des mesures de sensibilisation, de concert avec le secteur municipal,** afin de faire connaître aux Canadiens et de leur faire apprécier la participation du

Canada à la résolution des enjeux mondiaux par ses interventions auprès de gouvernements locaux de toutes les régions du monde.

Réussites municipales

Les municipalités canadiennes ont participé à des programmes internationaux en appui aux gouvernements locaux dans plus de 55 pays en développement du monde entier. Ces gouvernements locaux ont profité de l'expérience et du savoir-faire de milliers de spécialistes et élus municipaux canadiens – de petites, moyennes et grandes municipalités et de toutes les provinces et territoires.

Des collectivités fortes, bâties en partenariat

Un Canada fort se bâtit sur des municipalités fortes

Les municipalités sont le moteur de notre pays, les lieux où nous travaillons, élevons nos enfants, participons à la vie citoyenne et nouons des liens. Elles sont des pôles d'innovation, de créativité et d'épanouissement des collectivités.

Et la vie communautaire qui bat dans les municipalités en fait bien plus que de simples points géographiques sur une carte. Nous connaissons tous des anecdotes au sujet d'un enseignant, d'une bibliothécaire, d'un pompier, d'un policier, d'une propriétaire de petite entreprise, d'une artiste, d'une bénévole, d'un voisin ou d'une amie de notre municipalité qui a amélioré des vies.

Comme tous les Canadiens, nous savons que ces anecdotes constituent l'essence même de ce grand pays qu'est le Canada. Voilà pourquoi la FCM est persuadée que c'est sur le renforcement des municipalités que doivent se jouer les prochaines élections fédérales.

Car c'est dans cette voie que doit s'engager notre pays pour progresser et assurer une meilleure qualité de vie à tous.

Les Canadiens sont conscients qu'il nous faut des villes et des collectivités dynamiques pour lutter à armes égales avec les pays les plus concurrentiels au monde.

Les Canadiens ont besoin de municipalités rurales et urbaines en santé.

Ils s'attendent à ce que tous les ordres de gouvernement unissent leurs efforts pour bâtir notre économie à partir de la base et améliorer la qualité de vie dans nos collectivités.

Saisissons l'occasion que représentent les élections fédérales de 2015 pour bâtir véritablement le Canada de demain, où prospéreront des villes et des collectivités dynamiques et créatrices d'emplois. Ensemble, nous pouvons faire de nos municipalités des endroits encore plus agréables à vivre, plus sûrs, plus respectueux de l'environnement et plus branchés sur le monde.

Ces aspirations transcendent les lignes de parti. Ce sont les aspirations de la vaste majorité des Canadiens. Ensemble, profitons des prochaines élections pour tracer la voie qui mènera à un Canada plus fort, offrant une vie encore meilleure.

La voie à suivre commence sur le terrain, dans nos municipalités.



FCM

fierdevivreici.fcm.ca
nosvilles.ca